Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX^e siècle

Yves BRULEY et Thierry LENTZ [dir.], *Diplomaties au temps de Napoléon* ; François ANTOINE, Jean-Pierre JESSENNE, Annie JOURDAN et Hervé LEUWERS [dir.], *L'empire napoléonien, une expérience européenne* ; Herta Luise OTT et Éric LEROY du CARDONNOY [dir.], *Perceptions du congrès de Vienne : répercussions d'un événement européen (XIX^e-XXI^e siècle)*

Actes du colloque des 24 et 25 mars 2014, organisé par la fondation Napoléon, l'Académie des sciences morales et politiques, la direction du ministère des Affaires étrangères et le Souvenir napoléonien, Paris, CNRS éditions, 2014, 377 p., 22,90 € ; Actes du symposium international des 20-21-22 octobre 2011, Bruxelles, Académie royale de Belgique, Lille, Université de Lille 3, Paris, Armand Colin, 2014, 492 p., 25,99 € ; *Austriaca*, n° 79, 2014, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 336 p.

François Guillet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5220>

DOI : 10.4000/rh19.5220

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 211-214

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

François Guillet, « Yves BRULEY et Thierry LENTZ [dir.], *Diplomaties au temps de Napoléon* ; François ANTOINE, Jean-Pierre JESSENNE, Annie JOURDAN et Hervé LEUWERS [dir.], *L'empire napoléonien, une expérience européenne* ; Herta Luise OTT et Éric LEROY du CARDONNOY [dir.], *Perceptions du congrès de Vienne : répercussions d'un événement européen (XIX^e-XXI^e siècle)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5220> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5220>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Yves BRULEY et Thierry
LENTZ [dir.], *Diplomaties au temps de
Napoléon* ; François ANTOINE, Jean-
Pierre JESSENNE, Annie JOURDAN et
Hervé LEUWERS [dir.], *L'empire
napoléonien, une expérience
européenne* ; Herta Luise OTT et Éric
LEROY du CARDONNOY [dir.],
*Perceptions du congrès de Vienne :
répercussions d'un événement européen
(XIX^e-XXI^e siècle)*

Actes du colloque des 24 et 25 mars 2014, organisé par la fondation Napoléon, l'Académie des sciences morales et politiques, la direction du ministère des Affaires étrangères et le Souvenir napoléonien, Paris, CNRS éditions, 2014, 377 p., 22,90 € ; Actes du symposium international des 20-21-22 octobre 2011, Bruxelles, Académie royale de Belgique, Lille, Université de Lille 3, Paris, Armand Colin, 2014, 492 p., 25,99 € ; *Austriaca*, n° 79, 2014, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 336 p.

François Guillet

RÉFÉRENCE

Yves BRULEY et Thierry LENTZ [dir.], *Diplomaties au temps de Napoléon*. Actes du colloque des 24 et 25 mars 2014, organisé par la fondation Napoléon, l'Académie des sciences morales et politiques, la direction du ministère des Affaires étrangères et le Souvenir napoléonien, Paris, CNRS éditions, 2014, 377 p., 22,90 €.

François ANTOINE, Jean-Pierre JESSENNE, Annie JOURDAN et Hervé LEUWERS [dir.], *L'empire napoléonien, une expérience européenne*. Actes du symposium international des 20-21-22 octobre 2011, Bruxelles, Académie royale de Belgique, Lille, Université de Lille 3, Paris, Armand Colin, 2014, 492 p., 25,99 €.

Herta Luise OTT et Éric LEROY du CARDONNOY [dir.], *Perceptions du congrès de Vienne : répercussions d'un événement européen (XIX^e-XXI^e siècle)*, *Austriaca*, n° 79, 2014, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 336 p.

- 1 Le bicentenaire de la chute de Napoléon et du congrès de Vienne a été l'occasion de revenir à ces événements avec de nouvelles perspectives. Les trois volumes examinés ici sont issus de colloques organisés autour de thématiques particulières, mais qui se recoupent largement les uns les autres en mettant l'accent sur le caractère européen et transfrontalier de l'empire et du congrès qui en scella la fin. Il s'agit en somme de changer de perspective et de ne plus seulement penser l'Europe napoléonienne en termes de domination et de résistances à cette domination, mais de prendre au sérieux l'affirmation de Bonaparte, transmise par Las Cases, selon laquelle il souhaitait fonder une fédération européenne. Cet éclairage permet de réexaminer sur une longue période la notion d'équilibre européen, mais aussi d'étudier l'Europe de cette période en termes d'acculturations, d'influences, d'adaptations réciproques, qui sont ici examinées selon de multiples points de vue. Relativement méconnue, la diplomatie fait l'objet de l'imposante publication entreprise sous la direction de Yves Bruley et de Thierry Lentz. L'ouvrage ressortit à la fois à l'histoire institutionnelle, avec l'étude du ministère des affaires extérieures, à une histoire prosopographique et sociale, avec l'étude du personnel diplomatique napoléonien et celui des puissances ennemies, mais aussi à une histoire de la pensée et des pratiques diplomatiques. La diplomatie française de cette époque pose le même problème que le régime napoléonien d'une manière générale : celui de la continuité ou de la rupture vis-à-vis de l'Ancien Régime, mais aussi par rapport à la période révolutionnaire ; problème dont l'historiographie depuis le XIX^e siècle est ici passée en revue. Le retour à des méthodes plus proches de celles usitées sous l'Ancien Régime, après la rupture révolutionnaire, est marqué par le recours aux services d'aristocrates, mais n'empêche pas un renouvellement important du personnel diplomatique, dont témoignent les biographies de personnages qui ont traversé toute la période de la Révolution et de l'Empire, et parfois au-delà, comme de La Besnardière, d'Hauterive ou Édouard Bignon, ou l'emploi de militaires. Une histoire sociale du personnel diplomatique se dessine, qui montre que les possibilités d'ascension sociale, bien réelles, ouvertes par la Révolution, sont aussi la conséquence de l'essor de l'enseignement secondaire à la fin de l'Ancien Régime, sous la houlette de congrégations religieuses comme l'Oratoire, avec des modalités qui se coulent dans des pratiques anciennes comme la recommandation. L'ouverture sociale est accompagnée d'une professionnalisation, marquée aussi par la constitution de dépôts de cartes et le

recours à des ingénieurs géographes, qui distingue nettement le corps diplomatique français de ses homologues anglais ou russe. La problématique de la continuité et de la rupture traverse également l'histoire des pratiques diplomatiques. La période apparaît de ce point de vue comme une période de transition entre une souveraineté incarnée et une souveraineté d'État, qui accompagne la transformation d'un ensemble de pratiques coutumières en un droit diplomatique dont l'acte final du congrès de Vienne donne une première mise en forme. Après la rupture révolutionnaire, où les pratiques diplomatiques sont marquées par l'instabilité et, sous le Directoire, par la brutalité, le passage du Consulat à l'Empire constitue une autre césure, où Napoléon renoue avec le faste et l'étiquette pour la réception du personnel diplomatique, mais rompt aussi avec la pratique ancienne du congrès, mise en œuvre à Lunéville, en 1801, et à Amiens, en 1802, au profit de traités conclus après une bataille et qui s'apparentent à des trêves précaires.

- 2 Le congrès de Vienne entend dans cette perspective renouer avec cette tradition ouverte avec le congrès de Westphalie qui est étroitement liée à la notion d'équilibre européen, en réintroduisant ainsi dans les relations diplomatiques l'idée du droit des gens, entendu comme droit des nations, théorisée au XVIII^e siècle par des juristes comme Georg-Friedrich von Martens, professeur à Göttingen. À l'instigation de l'Angleterre, l'article 118 du traité final va plus loin en condamnant pour la première fois, dans son complément 15, la traite des nègres, comme « répugnant aux principes de l'humanité et de morale universelle ». C'est que la notion de droit des gens avait été mise à mal par Napoléon, aux yeux duquel il ne saurait y avoir de droit naturel immanent et qui considère que si la paix est un but honorable, elle doit rester soumise à la conciliation des intérêts. Napoléon apparaît dans ce domaine comme dans d'autres comme un héritier ambigu de la Révolution. Il abandonne certaines valeurs héritées de celle-ci, comme la lutte contre la tyrannie, au profit de valeurs plus anciennes comme la gloire ou l'honneur. Mais ces valeurs ont été réinterprétées pendant la Révolution par un Marmontel ou un Marat pour fonder le système social sur d'autres ressorts que le luxe et l'appât du gain, permettant d'assurer l'intégration de l'individu dans la collectivité par la voie de l'émulation. Napoléon met la gloire au cœur de sa politique de réconciliation entre l'ancien et le nouveau.
- 3 L'interrogation sur la nature de la construction napoléonienne sous-tend le volume publié sous la direction de François Antoine, Jean-Pierre Jessenne, Annie Jourdan et Hervé Leuwers, qui multiplie les points de vue en recourant aux services d'historiens venus de nombreux pays d'Europe. Le problème posé ici n'est pas tant celui de la continuité et de la rupture que la tension entre un modèle fédéral ou fédératif, que Napoléon revendique et qui conserverait les particularismes locaux, et un modèle assimilationniste et unificateur fondé sur la prééminence française. Le terme empire est lui-même ambigu. Il permet certes à Napoléon d'être monarque sans être roi, mais il renvoie aussi à la construction fédérative de Saint-Empire, voire à l'universalité de l'empire romain. Si la notion d'empire est présentée par les thuriféraires de Napoléon comme l'expression du progrès de la civilisation, cette construction évolue au gré des événements : l'ensemble constitué de républiques différentes cède la place à une république autoritaire de royaumes fédérés autour de la figure de Napoléon. Tyrannique, la construction napoléonienne n'en bouleverse pas moins la carte de l'Europe et laisse une trace mémorielle dont Napoléon III s'empare lorsqu'il promeut l'idée d'une confédération européenne.

- 4 L'Empire napoléonien impose à des populations diverses un modèle administratif, judiciaire et linguistique. Ce processus pose le problème de la réception de ce modèle et des rapports entre les pays annexés ou dominés et la France, mais aussi des relations entre les pays et les populations réunis dans le grand ensemble. Incontestablement, l'empire, c'est d'abord l'empire des lois. Le mélange composite de coutumes locales, de lois romaines et d'innovations plus récentes qui prévalaient dans la plupart des pays soumis cède la place aux codes napoléoniens et aux procédures françaises, dont le jury, malgré ses origines anglaises, est devenu une des caractéristiques. Plus globalement, l'empire tente de construire une administration commune, fondée sur la départementalisation et l'état civil, en privilégiant toutefois les organes de surveillance et de répression, comme la police et la gendarmerie, et s'efforce même de construire une unification monétaire autour du franc germinal. Cette tentative d'intégration s'appuie sur l'usage du français comme langue administrative, judiciaire et surtout militaire, comme le révèle le recours à des mots français relevant de ce domaine dans les pays de langue allemande. Partout, la francisation se révèle inégale et l'amalgame entre magistrats ou policiers français et locaux difficile, suscitant une incompréhension réciproque. Si l'empire favorise indubitablement la naissance de consciences nationales, cet éveil passe pourtant par une adaptation, voire une adhésion aux apports de la Grande nation. Les élites locales sont loin d'être indifférentes aux perspectives offertes par le nouvel ensemble, tandis que la participation aux élections organisées dans tous les départements réunis selon les principes définis par la constitution de l'an X, prévoyant en particulier l'application du suffrage universel, est dans l'ensemble relativement élevée, parfois supérieure à celle qu'on observe dans les départements créés en 1790, même si les populations préfèrent élire des notables locaux plutôt que les candidats officiels du régime. La correspondance des soldats belges révèle même, par-delà l'attachement au pays de naissance, l'existence d'un véritable sentiment national français.
- 5 Le congrès de Vienne clôt l'épisode napoléonien. Le volume dirigé par Herta Luise Hott et Éric Leroy du Cardonnoy entend en montrer les enjeux et les facettes, et en suivre la trace jusqu'à nos jours. L'historiographie française du congrès reste marquée par le rôle contesté qu'y tint Talleyrand, mais ce sont surtout les aspects culturels qui retiennent l'attention des contributeurs. Toutes les formes culturelles et artistiques sont convoquées pour mesurer le retentissement du congrès : la presse, la poésie, la caricature, le théâtre et l'opéra, les spectacles populaires, la chanson et le roman et surtout le cinéma à travers l'étude de films allemands, autrichiens et français, dont le dernier, réalisé en 1965, *Le congrès s'amuse*, fut une production franco-germano-autrichienne. On ne peut que relever la diversité des usages que ces différents médias font du fameux congrès, depuis la célébration patriotique et monarchique jusqu'à la critique voilée d'une société trop inégalitaire dans certaines pièces populaires comme celles d'Adolf Bäuerle. Le divertissement, symbolisé par la phrase « le congrès ne marche pas, il danse », écrite par le prince de Ligne, peut cependant mener à une interprétation consensuelle où le congrès de Vienne exprime un désir partagé de paix entre les peuples européens, comme en témoigne le film d'Érik Charell, *Le congrès s'amuse*, de 1931-1932, qui fut un grand succès des deux côtés du Rhin.